CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 22525 du 30 janvier 2009
dans l'affaire X / III

En cause : X

Domicile élu : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE ,

Vu la requête introduite le 3 mars 2008 par Mme X, qui déclare être de nationalité ivoirienne, et qui demande l'annulation et la suspension de « la décision prise à son égard par le délégué du Ministre de l'intérieur le 14/02/2008 et à elle notifiée le 20/02/2008 ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 24 novembre 2008 convoquant les parties à comparaître le 18 décembre 2008.

Entendu, en son rapport, Mme N. RENIERS, .

Entendu, en leurs observations, Me B. ILUNGA TSHIBANGU, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. VAILLANT *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. La requérante a demandé l'asile aux autorités belges, le 23 août 2005.

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a refusé, par décision du 19 avril 2007, de lui reconnaître la qualité de réfugié, ainsi que de lui accorder le statut de protection subsidiaire. Le 5 mai 2007, la requérante a introduit un recours contre cette décision auprès du Conseil de céans qui, par un arrêt n°6616 du 30 janvier 2008, a refusé de lui reconnaître la qualité de réfugié et de lui accorder le statut de protection subsidiaire.

En termes de requête, la partie requérante affirme avoir saisi le Conseil d'Etat d'un recours en cassation administrative dirigé à l'encontre de cet arrêt. Cet élément n'est, toutefois, confirmé par aucune pièce du dossier administratif, ni par les documents déposés par la partie requérante à l'appui du présent recours.

1.2. Le 12 novembre 2007, la requérante a également introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, précitée. Cette demande a été transmise à l'Office des étrangers en date du 31 décembre 2007.

1.3. A une date que les pièces versées au dossier administratif ne permettent pas de déterminer mais que la partie requérante identifie comme étant le 20 février 2008, la requérante s'est vu notifier, par voie de courrier recommandé, un ordre de quitter le territoire (annexe 13*quinquies*), pris à son encontre le 14 février 2008.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Une décision *de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire* a été rendue par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 30/01/2008.

(1) L'intéressé(e) se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : l'intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis à l'article 2, en effet, *l'intéressé(e) n'est pas en possession d'un passeport valable avec visa valable.* »

1.4. La demande d'autorisation de séjour de la requérante, visée au point 1.2., a, tout d'abord, fait l'objet d'une première décision d'irrecevabilité, le 2 avril 2008. Cette décision a ensuite été retirée, le 4 avril 2008, par l'Office des étrangers qui, à la même date, lui a substitué une nouvelle décision d'irrecevabilité.

2. Examen du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation « [...] de l'article 9bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 susmentionnée ; [...] des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ; [...] de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ; [...] de l'...] Erreur manifeste d'appréciation ; [...] du principe de bonne administration ; ».

S'appuyant sur de la jurisprudence du Conseil d'Etat dont elle reproduit des extraits, elle soutient en substance : « [...] que la partie adverse motive mal sa décision lorsqu'elle ne tient pas compte de sa demande de régularisation de séjour introduite en date du 12/11/2007 auprès du ministre de l'intérieur à travers (*sic*) la Bourgmestre de la commune de Saint-Gilles ; [...] ».

Elle ajoute qu'à son estime, l'exécution de la décision entreprise « [...] risque de causer à la requérante un préjudice grave, en ce sens que devant quitter le territoire du royaume [...] elle sera privée de la possibilité de connaître aussi bien la suite qui est réservée à sa demande de régularisation que celle que le conseil (*sic*) d'Etat réserve à son recours en cassation administrative [...] ».

2.2.1. En l'espèce, à titre liminaire, le Conseil rappelle que, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

Le Conseil constate qu'en l'occurrence, la partie requérante s'abstient, d'expliquer de quelle manière l'acte attaqué violerait l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Il en résulte que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de cette disposition.

2.2.2. Sur le reste du moyen unique, le Conseil constate, à la lecture du dossier administratif, que la partie défenderesse a déclaré irrecevable la demande d'autorisation de séjour du requérant, visée au point 1.2., le 4 avril 2008.

Dès lors, le Conseil estime que la partie requérante n'a plus intérêt au moyen, et partant à son recours, dans la mesure où « l'intérêt tient dans l'avantage que procure, à la suite de l'annulation postulée, la disparition du grief causé par l'acte entrepris » (P. LEWALLE, Contentieux administratif, Bruxelles, Ed. Larcier, 2002, p. 653, n°376).

En cas d'annulation de la décision attaquée, la partie défenderesse n'aurait en effet d'autre choix que de prendre, comme le lui impose l'article 52/3 de la loi, un nouvel ordre de quitter le territoire constatant l'illégalité du séjour de la requérante.

Au surplus, le Conseil précise que l'affirmation suivant laquelle un recours serait actuellement pendant auprès du Conseil d'Etat à l'encontre de l'arrêt n°6616 du 30 janvier 2008, par lequel la juridiction de Céans a refusé de reconnaître la qualité de réfugié à la requérante, ainsi que de lui accorder le statut de protection subsidiaire, outre qu'elle n'est nullement démontrée, ainsi qu'il a été rappelé *supra* au titre de l'exposé des faits (cf. point 1.1. du présent arrêt), n'est pas de nature à énerver les considérations qui précèdent, la partie requérante demeurant, en toute hypothèse, en défaut de démontrer en quoi, la requérante ne garderait pas, en cas de retour dans son pays d'origine, la faculté d'être valablement représentée par son conseil dans le cadre dudit recours et, partant, de se tenir informée de ses suites (voir en ce sens C.C.E., arrêt n°5556 du 9 janvier 2008).

3. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La requête en annulation et en suspension est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le trente janvier deux mille neuf, par :

Mme N. RENIERS, ,

V. LECLERCQ, .

Le Greffier,

Le Président,

V. LECLERCQ.

N. RENIERS.